



11^e Conférence d'Examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

New York, le 27 avril 2026

Débat général

Déclaration prononcée par

l'Ambassadeur Matteo Fachinotti

Représentant Permanent de la Suisse auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA)

Monsieur le Président,

Je vous félicite de votre prise de fonctions et vous assure du plein soutien de la délégation suisse.

Le TNP repose sur un « *grand marchandage* » : un ensemble de compromis. Depuis cinquante ans, les États parties, dotés ou non d'armes nucléaires, assument des obligations juridiquement contraignantes pour prévenir la prolifération nucléaire, faire progresser le désarmement et garantir le droit aux utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire.

Notre détermination collective à préserver ce compromis est aujourd'hui mise à l'épreuve. L'acquis substantiel le plus récent du TNP, le Plan d'action de 2010, a été adopté il y a seize ans. Depuis, deux Conférences d'examen successives n'ont pas été en mesure de parvenir à un résultat consensuel. La crédibilité à long terme du Traité exige que la présente Conférence surmonte cette situation.

Parvenir à un résultat consensuel sera difficile, d'autant plus que le contexte sécuritaire international s'est fortement dégradé depuis la dernière Conférence d'examen. Le système multilatéral est soumis à de fortes pressions. Des normes internationales fondamentales sont remises en cause, notamment la Charte des Nations Unies et le droit international humanitaire.

Les engagements découlant du Traité demeurent inégalement mis en œuvre, particulièrement en matière de désarmement nucléaire. Au contraire, les arsenaux nucléaires sont en phase de modernisation, et, dans certains cas, d'expansion. Aucun accord de maîtrise des armements n'est actuellement en vigueur entre les États dotés des plus grands arsenaux, et aucune négociation en vue de nouveaux accords n'est en cours. Des menaces d'emploi de l'arme nucléaire ont été proférées, dans des contextes qui remettent directement en cause l'engagement fondamental selon lequel *une guerre nucléaire ne peut être gagnée et ne doit jamais être menée*.

Monsieur le Président,

Le TNP n'a jamais eu pour vocation de légitimer la possession illimitée d'arsenaux nucléaires. En l'an 2000, puis en 2010, les États dotés d'armes nucléaires ont pris un engagement sans équivoque : l'élimination *totale* de leurs arsenaux nucléaires. Cet engagement reste pleinement valide et essentiel. La présente Conférence doit le réaffirmer et le faire avancer de manière concrète.

La détérioration de la situation internationale appelle en outre des *mesures complémentaires aux engagements existants* en matière de désarmement nucléaire. Premièrement, réduire le risque de conflit nucléaire. La Suisse travaille avec un groupe d'États interrégional sur des mesures concrètes à cet effet. Deuxièmement, renforcer la transparence et la responsabilité. Cela est essentiel pour être en mesure d'évaluer les progrès accomplis dans la pleine mise en œuvre du Traité, en particulier en matière de désarmement. Conjointement avec l'Irlande et la Nouvelle-Zélande, la Suisse a soumis des éléments en vue d'une décision à cet effet par la Conférence.

Monsieur le Président,

Un État ne saurait ignorer ses obligations en matière de non-prolifération, qu'elles découlent d'un Accord de garanties généralisées de l'AIEA ou de résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies. Des questions persistantes relatives aux programmes nucléaires de l'Iran et de la RPDC demeurent source de vive préoccupation. Elles doivent être résolues par le respect intégral des obligations pertinentes et en pleine coopération avec l'AIEA.

En cas de non-respect de ces obligations, l'approche de la Suisse est fondée sur la Charte des Nations Unies. Nous condamnons *tout recours à la force* en violation de la Charte et du droit international. Pour réduire les tensions et produire des résultats durables, l'engagement diplomatique, le respect des obligations du TNP et la vérification par l'AIEA sont essentiels. La Suisse demeure disponible pour contribuer de manière constructive, partout où le dialogue peut être amorcé.

La Suisse soutient l'autorité, les ressources et l'indépendance de l'AIEA. La présente Conférence devrait réaffirmer la centralité de son système de garanties. Un Accord de garanties généralisées, complété par un Protocole additionnel, doit être la norme de vérification en vigueur pour tous les États parties au TNP.

Monsieur le Président,

Le droit des États parties à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire requiert les normes les plus élevées en matière de sûreté, de sécurité et de garanties. La conduite d'hostilités à proximité de centrales nucléaires présente des *risques graves*, que ce soit dans le contexte de la guerre contre l'Ukraine, de la guerre contre l'Iran ou des attaques contre d'autres États du Moyen-Orient. La sûreté et la sécurité des installations nucléaires civiles doivent être garanties *en toutes circonstances*, y compris lors de conflits armés. Le droit international, et en particulier le droit international humanitaire, doit être respecté en tout temps.

Le droit inaliénable de tous les États parties à développer, rechercher, produire et utiliser l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, doit être mis en œuvre sans discrimination. Toutefois, le respect des obligations de non-prolifération et l'accès aux utilisations pacifiques se renforcent mutuellement.

Monsieur le Président,

Les objectifs qui ont animé les négociateurs du TNP sont plus que jamais d'actualité : moins d'armes nucléaires, progresser vers leur élimination totale ; contenir leur prolifération ; partager les bénéfices de l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Au vu de la situation internationale, nous devons nous montrer à la fois ambitieux et pragmatiques. La Suisse travaillera avec *toutes les délégations* vers un document final qui renforce le Traité. Si les résultats de cette Conférence peuvent prendre différentes formes, il est essentiel que tout document final préserve l'intégrité du Traité, y compris les engagements déjà pris par les États parties, et trace une voie crédible pour sa mise en œuvre future. Un tel aboutissement démontrerait que le TNP demeure capable de produire des résultats dans ses trois piliers.

Monsieur le Président,

Même les divergences les plus profondes peuvent révéler des bases communes si elles sont abordées avec pragmatisme et de bonne foi. La Suisse est résolue à adopter cette approche, et appelle toutes les délégations à aborder cette Conférence dans le même esprit.

Je vous remercie.

Mr President,

I congratulate you on the assumption of your role and assure you of the Swiss delegation's full support.

The NPT rests on a grand bargain, a set of compromises. For the past fifty years, States parties, with and without nuclear weapons, assume *legally binding* obligations, with the goal of preventing nuclear proliferation and advancing disarmament whilst establishing the right for State parties to benefit from the peaceful uses of nuclear energy.

Today, our *collective* resolve to uphold this grand bargain is being tested. The Treaty's most recent substantive remains the 2010 Review Conference Action Plan, adopted sixteen years ago. Two successive Review Conferences were since unable to reach a consensus outcome. The long-term credibility of the Treaty demands that this Conference overcomes this situation.

Reaching a consensus outcome will be difficult, especially since the international security context has significantly deteriorated since the last Review Conference. The multilateral system is under considerable pressure. Fundamental international norms are being challenged, including the Charter of the United Nations and international humanitarian law.

The Treaty's commitments, first and foremost nuclear disarmament commitments, remain unevenly implemented. Instead, nuclear arsenals are being modernized; in some cases, expanded. No arms control agreements are currently in force between the nuclear-weapon States possessing the largest arsenals, and no negotiations toward new ones are underway. Threats of using nuclear weapons have been voiced in contexts that directly challenge the commitment that *a nuclear war cannot be won and must never be fought*.

The NPT was never intended to legitimise the indefinite possession of nuclear arsenals - let alone their expansion unconstrained by any binding framework. In 2000, and again in 2010, Nuclear-Weapon States made an unequivocal undertaking: the total elimination of their nuclear arsenals. Today, this commitment remains both fully valid and essential. This Conference must reaffirm it and take it forward in a concrete manner.

The deteriorating international situation calls for *complementary measures* to existing nuclear disarmament commitments. First, reducing the risk of nuclear conflict. Switzerland has been working with a cross-regional group of States on concrete measures to this end. Second, strengthening transparency and accountability. This is essential to be able to assess progress towards the Treaty's full implementation, particularly on nuclear disarmament. Together with Ireland and New Zealand, Switzerland has submitted elements to be decided upon by this Conference.

No state may ignore its legal non-proliferation obligations, whether under IAEA Comprehensive Safeguards Agreements or UN Security Council Resolutions. Persistent questions regarding Iran's and the DPRK's nuclear programs remain of serious concern. They must be resolved through full compliance with relevant obligations, and in full cooperation with the IAEA.

Switzerland's approach to non-compliance is grounded in the UN Charter. We condemn any use of force in violation of the United Nations Charter and international law. To reduce tensions and achieve lasting results, diplomatic engagement, compliance with NPT obligations, and verification by the IAEA are essential. Switzerland remains available to contribute constructively wherever dialogue can be advanced.

Switzerland supports the IAEA's authority, resources, and independence. This Conference should reaffirm the centrality of the IAEA's safeguards system. A Comprehensive Safeguards Agreement, complemented by an Additional Protocol, must be the current verification standard for all NPT States Parties.

Mr President,

The right of States Parties to the peaceful use of nuclear energy requires the highest standards of safety, security, and safeguards. The conduct of hostilities in the vicinity of nuclear power plants, be it in the context of the war against Ukraine, in Iran, or during ongoing hostilities in the Middle East, poses great risks. The safety and security of civilian nuclear facilities must be guaranteed under all circumstances, including during armed conflict. International law, in particular international humanitarian law, must be always respected.

The inalienable right of all States Parties to develop, research, produce and use nuclear energy for peaceful purposes, as enshrined in Article IV, must be implemented *without discrimination*. However, non-proliferation compliance and access to peaceful uses are mutually reinforcing. Article IV rights exist *only* in conformity with Articles I, II, and III.

The goals that drove the NPT's negotiators are as relevant as ever today: fewer nuclear weapons, moving toward their total elimination; containing their proliferation; genuine sharing the benefits of the peaceful uses of nuclear energy.

Given the current international situation, we must be both ambitious and pragmatic. Switzerland will work with *all* delegations toward outcomes that *strengthen* the Treaty. While different types of outcomes are possible, it is essential that any outcome safeguard the Treaty's integrity, including commitments already undertaken by States Parties, and chart a credible path forward for its implementation. Such an outcome would demonstrate that the NPT remains capable of delivering results across its three pillars.

Even deeply held differences can reveal common ground if approached with pragmatism and in good faith. Switzerland is committed to that approach, and we call on all delegation to enter this Conference in the same spirit.

I thank you.